



LE PRADET

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
25-DEC-DGS-114

DECISION DU MAIRE
MISE A LA REFORME ET CESSION DE VEHICULES POUR DESTRUCTION

Le Maire de la Commune du Pradet ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23 ;

VU la délibération du Conseil Municipal N°25-DCM-DGS-010 en date du 3 Février 2025 portant délégation à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

CONSIDERANT que les véhicules cités ci-dessous sont vétustes et ne peuvent plus répondre aux besoins du service,

DECIDE

ARTICLE 1 – De procéder à la mise à la réforme et à la cession à titre gratuit des véhicules pour destruction :

MERCEDES VITO

Immatriculation : 599APZ83

Date de mise en circulation : 19/08/2003

RENAULT KANGOO

Immatriculation : 4708ZL83

Date de mise en circulation : 10/06/1999

RENAULT KANGOO

Immatriculation : BX616NP

Date de mise en circulation : 10/11/2011

RENAULT JK2A12270

Immatriculation : 4729TG83

Date de mise en circulation : 18/10/1984

25-DEC-DGS-114

CITRÖEN BERLINGO

Immatriculation : 269AJP83

Date de mise en circulation : 28/06/2002

A la société :

SAS PROFER

SIRET : 33136533800069

151, montée Batterie de la Montagne

ZI Camp Laurent

83500 LA SEYNE SUR MER

ARTICLE 2 : De retirer les véhicules du patrimoine communal

ARTICLE 3 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le Comptable Public sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le Préfet du Var et publiée sur le site de la Ville.

Communication de cette décision sera donnée au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

**Le Maire,
Hervé STASSINOS**

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .
- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.